Nouvelles locales du mercredi 14 janvier 2015

@rib News, 14/01/2015 Ï Justice - Lâ€™APRODH affirme que prÃ¨s de 1.000 personnes toutes accusÃ©es dâ€™atteinte Ã sÃ»retÃ© de lâ€™Etat sont incarcÃ©rÃ©es dans diffÃ©rentes prisons et cachots dans tout le pays. Le prÃ©sident de cette organisation de la sociÃ©tÃ© civile burundaise trouve que ces personnes sont pour la plupart des opposants au pouvoir en place. Pierre Claver Mbonimpa affirme que le pouvoir les garde en prison pour le seul motif quâ€™ils gÃªnent les activitÃ©s du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, et trouve mÃªme quâ€™ils ne peuvent pas bÃ©nÃ©ficier des facilitÃ©s normalement offertes a autres prisonniers comme la grÃ¢ce prÃ©sidentielle ou lâ€™amnistie. Il affirme que ce qui se fait dans le pays est contraire Ã normale.

Selon lui, un pays oÃ¹ le prÃ©sident est toujours dans des croisades de priÃ¨re, un pays oÃ¹ la premiÃ¨re dame est un pasteur, un pays oÃ¹ la plupart des ministres et autres hautes autoritÃ©s sont toujours en priÃ¨re ou en croisades, ne devrait pas avoir des personnes incarcÃ©rÃ©es injustement. Il interpelle donc les autoritÃ©s de ce pays de ne pas prendre un opposant comme une personne sujette Ã des injustices. [bonesha] - Il affirme cela au moment oÃ¹ 7 membres du parti FNL fidÃ¨les Ã Rwasa Agathon dont le reprÃ©sentant provincial de ce parti dans cette mÃªme province sont incarcÃ©rÃ© dans le cachot du commissariat de la police judiciaire dans la province de Gitega depuis samedi de la semaine derniÃ¨re. En effet, ils ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s samedi dernier dans la commune de Bukirasazi et accusÃ©s de tenir des rÃ©union illÃ©gales. Mais, arrivÃ©s dans le cachot de la police judicaire ce lundi, le chef dâ€™accusation Ã leur encontre a Ã©tÃ© modi sont actuellement accusÃ©s dâ€™atteinte Ã la sÃ»retÃ© intÃ©rieure de lâ€™Etat. Les organisations de la sociÃ©tÃ© civile d province de Gitega trouvent quâ€™il sâ€™agit dâ€™un montage et quâ€™il y aurait un plan de les dÃ©stabiliser dans leurs ac politiques. [bonesha] Ï SÃ©curitÃ© - Un corps sans vie dâ€™une personne a Ã©tÃ© retrouvÃ© le matin de ce mercredi devan domicile sur la colline Maramvya de la commune Burambi dans la province Bururi. Selon des administratifs Ã la base, le corps prÃ©sentait des signes de blessures faisant croire que la victime aurait Ã©tÃ© tuÃ©e Ã coups de couteaux. La police indique que les circonstances et les auteurs de ce crime ne sont pas encore connus mais prÃ©cise que des enquÃªtes ont commencÃ© dans le but de dÃ©couvrir la vÃ©ritÃ© Ã ce sujet. [rtnb/isanganiro] Ï Politique - Un expert en processus Ã©lect estime que les fautes commises lors de lâ€™opÃ©ration dâ€™enrÃ´lement des Ã©lecteurs de 2015 nâ€™ont pas Ã©tÃ© corrig peuvent pas lâ€™Ãªtre par la prolongation de la pÃ©riode dâ€™enrÃ´lement. Donatien Niyonsaba trouve plutÃ´t que la prolong de cette pÃ©riode ne fera quâ€™allonger la liste des cas dâ€™irrÃ©gularitÃ©s comme dans lâ€™opÃ©ration prÃ©cÃ©dente. que la distribution problÃ©matique des cartes dâ€™identitÃ© nâ€™a pour autre motif que les fraudes lors des Ã©lections puis selon lui, aucune autre explication ne peut valablement et lÃ©gitimement Ãªtre donnÃ©e Ã ce sujet. Celui qui a dÃ©jÃ Ã©tÃ© inscrit pour plus de deux fois ne sera pas connu par la reprise de cette opÃ©ration, ajoute-t-il. Pour lui, donc, le seul moyen de corriger ces irrÃ©gularitÃ©s est lâ€™annulation pure et simple des rÃ©sultats de ce recensement et la reprise de lâ€™opÃ©ration dâ€™enrÃ´lement des Ã©lecteurs. Il estime tout de mÃªme que le gouvernement ne devrait pas avoir peur de missions dâ€™observation des Ã©lections mÃªme si elles ont la mission de validation ou de certification des Ã©lections. Selon lui, les techniques peuvent diffÃ©rer selon les accords entre le pays concernÃ© et les Nations Unies, mais dans tous les cas, la mission dâ€™observation peut Ã©mettre des observations mÃªme en ce qui est de la rÃ©gularitÃ© ou non du scrutin . [isanganiro/rpa/bonesha/rtr] - Lâ€™ADC-Ikibiri dans la commune de Rumonge trouve que plusieurs personnes se sont rendues dans ces derniers jours au chef-lieu de la commune pour chercher la carte nationale dâ€™identitÃ© afin de se faire inscrire pendant la pÃ©riode de prolongation, mais que lâ€™administrateur de cette commune leur a signifiÃ© que les fiches ne sont pas disponibles. Selon le prÃ©sident du parti Sahwanya-Frodebu dans cette commune, cela constitue des magouilles pour que les plus de 800 membres de ce parti nâ€™ayant pas encore reÃ§u ce document ne participent pas aux Ã©lections de 2015. LÃ©opold Ndayisaba voit que lâ€™administrateur communal de Rumonge use des manoeuvres dilatoires pour ne pas octroyer la carte dâ€™identitÃ© Ã ces membres. Lâ€™administrateur de Rumonge de sa part rÃ©fute toutes ces allÃ©gations. GÃ©rard Ndikumana prÃ©cise que si les fiches sont disponibles, tous les demandeurs de cette piÃ¨ce seront servis. [isanganiro/rpa/bonesha/rtr/rtnb] - Lâ€™ADC-Ikibiri salut la mise en place de la MENUB au Burundi pour lâ€™observati du dÃ©roulement des Ã©lections de cette annÃ©e. Selon le prÃ©sident de cette organisation des partis politiques de lâ€™opposition, ils sont confiants que les Ã©lections vont bien se dÃ©rouler ou du moins vont avoir un tÃ©moin neutre qui se prononcera sur le rÃ©gularitÃ© ou non des Ã©lections. LÃ©once Ngendakumana ajoute quâ€™ils avaient souhaitÃ© que le B reste encore pour un certain temps suite aux fraudes Ã©lectorales qui se dessinaient Ã lâ€™horizon, mais que cela nâ€™a pa possible. NÃ©anmoins, il trouve que maintenant que la MENUB est mise en place, il sâ€™agit dâ€™un organe qui va observer qui se passe et espÃ¨re que des conseils seront donnÃ©s ou des solutions prises. Il dÃ©nonce tout de mÃªme le boycott des cÃ©rÃ©monies de lancement des activitÃ©s ce cette mission par le parti au pouvoir, le gouvernement et pire encore la CENI. Selon lui, cette derniÃ¨re a montrÃ© bien quâ€™elle se range du cÃ´tÃ© du gouvernement et du parti au pouvoir et que donc s indÃ©pendance est mise en doute. [rtr/rpa/bonesha] - Le parti Frodebu-Nyakuri dÃ©nonce lui aussi le boycott des activitÃ©s de lancement de la MENUB par la CENI et le gouvernement. Selon le prÃ©sident de ce parti, cela montre Ã suffisance quâ€™ils ne veulent pas que cette mission spÃ©ciale des Nations Unies suive de prÃ¨s le processus Ã©lectoral engagÃ© au Burundi. Jean Minani trouve plutÃ´t que cette mission doit tout suivre Ã partir de la validitÃ© du fichier Ã©lectoral jusque dans les rÃ©sultats dÃ©finitifs des Ã©lections. Il estime par ailleurs que le gouvernement et la CENI doivent avoir des choses quâ€™ils prÃ©parent ensemble et quâ€™ils ne veulent pas que cela soit mis au grand jour. Il demande ainsi au gouvernement laisser cette mission tranquille afin quâ€™elle accomplisse noblement le travail que les Nations unies lui ont confiÃ©. [bonesha/rpa/isanganiro/rtr]